Document 1 de 1

**Cour d'appel
Aix-en-Provence
Chambre 10**

7 Juillet 2016

N° 2016/308

Numéro de rôle : 15/05725

Classement :Inédit

Contentieux Judiciaire

COUR D'APPEL D'AIX EN PROVENCE

10e Chambre

ARRÊT AU FOND

DU 07 JUILLET 2016

N° 2016/308

Rôle N° 15/05725

REGIE EQUESTRE DU DEVEN

GENERALI FRANCE ASSURANCES

C/

Audrey S. P.

CPAM DES BOUCHES-DU-RHONE

CPAM DU RHONE

MUTUELLE DES ETUDIANTS

CPAM DU BAS-RHIN

MUTUELLE DE L'INDUSTRIE ET DU PETROLE

MUTUELLE GENERATION

Grosse délivrée

le :

à :

Me DE S.

Me C.

Décision déferée à la Cour :

Jugement du Tribunal de Grande Instance d'AIX-EN-PROVENCE en date du 29 Janvier 2015 enregistré au répertoire général sous le n° 12/05164.

APPELANTES

REGIE EQUESTRE DU DEVEN

GENERALI FRANCE ASSURANCES

représentées par Me Laurence DE S., avocat au barreau d'AIX-EN-PROVENCE

et assistées de Me Laëtitia M. de la SELARL T.-L., avocat au barreau de CAEN

INTIMEES

Mademoiselle Audrey S. P.

née le 28 Novembre 1990,

demeurant [...]

représentée par Me Dominique C. de la SCP C. & ASSOCIES, avocat au barreau d'AIX-EN-PROVENCE, substitué par Me Jennifer G.-C., avocat au barreau d'AIX-EN-PROVENCE

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DES BOUCHES-DU-RHONE

défaillante

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU RHONE

défaillante

MUTUELLE DES ETUDIANTS

défaillante

CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU BAS-RHIN

défaillante

MUTUELLE DE L'INDUSTRIE ET DU PETROLE

défaillante

MUTUELLE GENERATION

défaillante

COMPOSITION DE LA COUR

En application des dispositions des articles 785, 786 et 907 du code de procédure civile, l'affaire a été débattue le 07 Juin 2016 en audience publique, les avocats ne s'y étant pas opposés, devant Madame Françoise GILLY-ESCOFFIER, Conseiller, et Madame Anne VELLA, Conseiller, chargés du rapport.

Madame Anne VELLA, Conseiller, a fait un rapport oral à l'audience, avant les plaidoiries.

Ces magistrats ont rendu compte des plaidoiries dans le délibéré de la cour, composée de :

Madame Christiane BELIERES, Présidente

Madame Françoise GILLY-ESCOFFIER, Conseiller

Madame Anne VELLA, Conseiller

Greffier lors des débats : Madame Sylvie GALASSO.

Les parties ont été avisées que le prononcé de la décision aurait lieu par mise à disposition au greffe le 07 Juillet 2016.

ARRÊT

Réputé contradictoire

Prononcé par mise à disposition au greffe le 07 Juillet 2016.

Signé par Madame Christiane BELIERES, Présidente et Madame Samira CHKIRNI, Greffier auquel la minute de la décision a été remise par le magistrat signataire.

Exposé des faits et de la procédure

Le 29 septembre 2005, Mme Audrey S. P. a été victime d'un accident d'équitation alors qu'elle participait à un entraînement de 'pony game' dans l'enceinte du centre équestre, 'La Régie Équestre du Deven', et qu'elle effectuait un exercice dit 'à terre/ à cheval', encadré par un moniteur, au cours duquel elle devait sauter de son cheval en mouvement, courir quelques mètres à côté et remonter le plus vite possible, elle a reçu de l'animal qui la précédait un coup de sabot l'atteignant au visage.

Elle a saisi le juge des référés qui, par ordonnance du 9 mars 2010, a désigné en qualité d'expert, le docteur G., remplacé par le professeur B. R. qui a déposé son rapport le 14 juin 2013.

Par actes des 10 et 20 août 2012, Mme Audrey S. P. a fait assigner la Régie Equestre du Deven et son assureur, la société Generali France assurances, pour obtenir réparation de son préjudice, en présence de la Caisse primaire d'assurance maladie (Cpam) des Bouches du Rhône.

Par jugement du 29 janvier 2015, assorti de l'exécution provisoire, cette juridiction a :

- déclaré la Régie Equestre du Deven responsable de l'accident sur le fondement de l'article 1385 du Code civil ;
- fixé à la somme de 53.774,73euro le montant de la réparation du dommage corporel de Mme Sere P. ;
- condamné in solidum la Régie Equestre du Deven et la société Generali à payer à la Cpam des Bouches du Rhône la somme de 4571,42euro au titre de sa créance, celle de 1037euro au titre de l'indemnité forfaitaire de gestion, outre la somme de 300euro en application de l'article 700 du code de procédure civile ;
- condamné in solidum la Régie Equestre du Deven et la société Generali aux dépens, distraits au profit des avocats de la cause.

Le tribunal a détaillé comme suit les différents chefs de dommage de la victime :

- dépenses de santé actuelles : 21.328,03euro dont 5.452,85euro pris en charge par la Cpam et 15.875,18euro restés à la charge de la victime,
- dépenses de santé futures : 23.117,05euro
- déficit fonctionnel temporaire : 782,50euro
- souffrances endurées : 5000euro
- préjudice esthétique temporaire : 3500euro
- déficit fonctionnel permanent : 3000euro
- préjudice esthétique permanent : 1500euro
- préjudice d'agrément : 1000euro.

Il a considéré que Mme Sere P. effectuait un entraînement dans le cadre d'activités organisées par l'association sportive de son collège, adhérente à l'union nationale du sport scolaire, et qu'il n'existait aucune relation contractuelle entre elle

et la Régie Equestre du Deven. En conséquence il a fait application de l'article 1385 du code civil et condamné la Régie Equestre du Deven en sa qualité de gardien du poney à réparer l'intégralité du dommage de la victime.

Par acte du 7 avril 2015, dont la régularité et la recevabilité ne sont pas contestées, la Régie Equestre du Deven et la société Generali ont interjeté appel général de cette décision.

Moyens des parties

Dans ses conclusions du 2 juillet 2015, la Régie Equestre du Deven et la société Generali demandent à la cour :

à titre principal, de :

' réformer le jugement qui a consacré la responsabilité du centre hippique sur le fondement de l'article 1385 du code civil ;

' débouter Mme Audrey S. P. sur le fondement de l'article 1147 du code civil en l'absence de responsabilité établie du centre équestre ;

' la condamner à leur verser la somme de 5000euro en application de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'aux dépens de première instance et d'appel ;

à titre subsidiaire, de :

' confirmer le jugement qui a fixé les indemnisations au titre des dépenses de santé actuelles, du déficit fonctionnel temporaire et du préjudice esthétique permanent ;

' le réformer pour le surplus de la façon suivante

- dépenses de santé futures : rejet

- préjudice d'agrément : rejet

- souffrances endurées : 3000euro

- préjudice esthétique temporaire : 1500euro

- déficit fonctionnel permanent : 2400euro

' statuer ce que de droit sur les dépens.

Ils soutiennent qu'un élève qui participe dans un cadre scolaire à une activité sportive dispensée par un organisateur d'activités sportives, autre que son établissement scolaire, est considéré comme étant lié à cet organisateur par un contrat, et les dommages qui pourraient survenir à l'occasion de cette activité relèvent éventuellement de la responsabilité de ce dernier, et non de l'établissement scolaire. En l'espèce bien que Mme Sere P. ait été inscrite auprès de l'UNSS de son collègue, les séances d'équitation étaient organisées et dirigées par la Régie Equestre du Deven et en conséquence la responsabilité du club hippique doit être envisagée dans un cadre contractuel. Il est donc interdit à la victime d'invoquer les règles de la responsabilité délictuelle.

En conséquence l'obligation qui pèse sur le centre équestre est une obligation de sécurité de moyens, et il appartient à Mme Sere P. de caractériser la faute, ce qu'elle ne fait pas. Au moment des faits elle était âgée de 15 ans, titulaire d'un 'galop 1' et elle pratiquait ce type de reprise depuis plus d'une année de manière assidue dans le cadre des activités organisées par l'UNSS. Elle n'était donc pas une cavalière néophyte. Le poney Ulrich qui lui a été confié était un poney docile et parfaitement adapté au niveau de la cavalière.

Il résulte des témoignages que Mme Sere P. a été agacée par la monture de la cavalière qui la précédait, et à qui elle a mis une légère tape sur la croupe, de telle sorte qu'il a immédiatement pris peur et qu'il a rué, l'atteignant au visage. C'est donc bien une faute commise par Mme Sere P. qui est à l'origine du dommage.

Dans ses conclusions du 3 août 2015, Mme Sere P. demande à la cour de :

' confirmer le jugement ;

à titre très subsidiaire sur l'article 1147 du code civil

' juger que la Régie Equestre du Deven est responsable de son préjudice ;

' en conséquence la condamner au paiement des sommes suivantes :

- dépenses de santé actuelles : 15.875,18euro,

- déficit fonctionnel temporaire total : 125euro

- déficit fonctionnel temporaire partiel à 50 % : 325euro

- déficit fonctionnel temporaire partiel à 25 % : 250euro,

- déficit fonctionnel temporaire partiel à 10 % : 45euro

- déficit fonctionnel temporaire partiel à 5 % : 37,50euro

- souffrances endurées : 5000euro

- préjudice esthétique temporaire : 3500euro

- dépenses de santé futures : 23.117,05euro

- déficit fonctionnel permanent : 3000euro

- préjudice esthétique permanent : 1500euro

- préjudice d'agrément : 1000euro,

' les condamner au paiement de la somme de 2.000euro sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile, ainsi qu'aux entiers dépens, y compris les frais d'expertise ;

' les condamner solidairement au paiement de la somme de 3000euro au titre de l'article 700 du code de procédure civile en cause d'appel.

Le contact entre le poney King et Mme Sere P. n'est pas contesté. Elle soutient, que ce n'est pas elle, mais l'association UNSS qui est cocontractante du centre équestre. En conséquence elle estime qu'elle est bien fondée à rechercher la responsabilité du centre équestre sur le fondement délictuelle de l'article 1385 du code civil.

Ce centre est propriétaire du poney King, auteur de la ruade, dont il est présumé gardien. Mme M., employée par le centre équestre, est monitrice d'équitation. Le poney était donc entre ses mains pour le compte de son employeur, qui est responsable du fait de son préposé. La présomption de responsabilité ne peut céder que s'il rapporte la preuve d'une faute de la victime, d'une acceptation des risques, ou encore d'une force majeure.

L'attestation produite aux débats plusieurs mois après les faits, selon laquelle elle aurait mis une légère tape sur la coupe du poney King n'est que de pure complaisance, et elle émane d'une jeune fille qui se trouvait devant elle. La monitrice a indiqué pour son compte qu'elle n'avait rien vu. Pas plus la preuve qu'elle n'aurait pas respecté les distances de sécurité n'est rapportée. Aucune faute ne peut lui être imputée.

Elle soutient que le moyen tiré de l'acceptation des risques ne peut être invoqué lorsque le dommage se produit en dehors de toute compétition ou encore lorsque la victime est un enfant qui pratique un sport sous l'autorité et la surveillance d'un moniteur.

La ruade du poney King, qui n'avait jusque-là pas participé aux entraînements, ne peut être qualifié d'événements de force majeure.

Très subsidiairement et si la cour entendait faire application des dispositions de l'article 1147 du code civil, elle soutient que la preuve d'une faute, d'un préjudice, et d'un lien de causalité les unissant sont établies. Le centre équestre avait l'obligation de moyens de veiller à ce que l'exercice se passe en toute sécurité, or le poney King, qui n'était pas habitué à ce genre d'entraînement aurait dû être placé en fin de ligne. Il appartenait par ailleurs à la monitrice d'assurer la surveillance de l'exercice et de prévenir tout danger.

La Mutuelle LMDE, assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali par acte d'huissier du 7 juillet 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat.

La Cpm du Bas Rhin, assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali par acte d'huissier du 7 juillet 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat.

Par courrier du 15 mars 2016, elle a indiqué qu'elle n'entendait pas intervenir à l'instance et a informé la cour que la victime avait été prise en charge au titre du risque maladie.

La Cpm des Bouches du Rhône , assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali, par acte d'huissier du 2 septembre 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat.

Par courrier du 2 juin 2016, elle a fait connaître le montant de ses débours, pour un montant de 4.571,42euro, correspondant en totalité à des prestations en nature, versées au titre des dépenses de santé actuelles du 29 septembre 2005 au 15 octobre 2009.

La Cpm du Rhône, assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali, par acte d'huissier du 7 septembre 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat.

La Mutuelle de l'Industrie et du pétrole, assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali, par acte d'huissier du 3 septembre 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat.

Par courrier du 8 septembre 2015 adressé à la cour, elle avait fait connaître le montant définitif de sa créance pour 4487,50euro correspondant en totalité à des prestations en nature, fournies au titre des dépenses de santé actuelles, dont 4.245,96euro avant le 31 janvier 2012, et 241,54euro après la date de consolidation.

La Mutuelle Génération, assignée par la Régie Equestre du Deven et la société Generali par acte d'huissier du 12 septembre 2015, délivré à personne habilitée et contenant dénoncé de l'appel n'a pas constitué avocat

Par courrier du 8 mars 2016 elle a indiqué que compte tenu du faible montant de la créance elle renonçait au recours contre le tiers responsable de l'accident.

L'arrêt sera réputé contradictoire conformément aux dispositions de l'article 474 du code de procédure civile.

Motifs de la décision

L'appel porte sur le fondement contractuel ou délictuel susceptible de fonder le droit à indemnisation de la victime, et sur le montant de la réparation du dommage corporel.

Sur la responsabilité

Mme Sere P. qui était collégienne au moment des faits était adhérente de l'Union nationale du sport scolaire (UNSS) et dans ce cadre d'activités peri-scolaires, elle pratiquait l'équitation sur poney au sein du centre équestre la Régie équestre du Deven, qui ne démontre pas qu'elle serait liée à la victime par des relations contractuelles. En effet c'est l'UNSS qui se trouve être le co-contractant du centre équestre, et non pas Mme Sere P. à titre individuel. D'ailleurs aux termes de la pièce n° 1, produite par le centre équestre et son assureur, Mme Z., responsable administrative de la Régie équestre du Deven, indique par courrier du 30 septembre 2005, adressé à la société Generali, que Mme Sere P. 'n'est pas licencié auprès de la fédération Française d'Équitation' et ajoute qu'elle 'n'est pas non plus adhérente de notre structure' après avoir écrit plus avant qu'elle faisait 'partie d'un groupe dépendant de l'Association UNSS du collège Pasteur' et qu'à ce titre 'elle est donc couverte par l'assurance de cette association.'

Aucune relation contractuelle ne liant la Régie équestre du Deven à Mme Sere P., la responsabilité du centre équestre est à juste titre recherchée par la victime sur le terrain délictuel.

L'article 1385 du code civil énonce que le propriétaire d'un animal, ou celui qui s'en sert, pendant qu'il est à son usage, est responsable du dommage que l'animal a causé, soit que l'animal fût sous sa garde, soit qu'il fût égaré ou échappé. Ces dispositions instituent une responsabilité de plein droit, objective, en dehors de toute notion de faute qui pèse sur le gardien de l'animal, intervenu dans la réalisation du dommage, sauf à prouver qu'il n'a fait que subir l'action d'une cause étrangère, le fait d'un tiers imprévisible et irrésistible ou la faute de la victime

Le poney King, à l'origine des blessures subies par Mme Sere P., appartient à la Régie équestre du Deven, qui en avait la garde sous le contrôle de sa préposée, Mme M., monitrice, sous la surveillance de qui les enfants ont réalisé l'exercice équestre au cours duquel l'accident s'est produit.

La Régie équestre du Deven, qui n'invoque ni la force majeure ni le caractère imprévisible et irrésistible à l'origine de l'accident, soutient que Mme Sere P. a commis une grave faute d'imprudence, qui est la cause de son dommage, et qui consiste selon elle à avoir mis une légère tape sur la croupe du poney King, et se faisant, s'être affranchie de toute distance de sécurité.

Il résulte de l'exposé des faits, non contesté, que les élèves et leurs montures s'exerçaient au sein du manège couvert du centre équestre. Les élèves étaient à pied et couraient à côté de leurs poneys, la file des cavaliers étant ainsi organisée : Mme Johana L. en tête de colonne, puis Mme Isabelle A., Mme Sere P. et Mme Claire R. suivies d'autres cavaliers.

Selon la déclaration d'accident faite le 5 octobre 2005, auprès de son assureur, l'un des représentants légaux de Mme

Sere P., alors mineure, relate que 'pour une raison inexplicée, le poney prénommé King.... qui précédait le poney que ma fille maintenait tout en courant, s'est bloqué sur ses pattes avant pour exécuter une ruade. Audrey concentrée sur sa tâche n'a rien vu venir et n'a ni ralenti ni eu le moindre geste de défense.... La distance entre Audrey et la croupe du cheval devait être approximativement de 1m50 au moment de l'impact.'

Mme Johan L. a écrit dans une attestation du 27 janvier 2006 : 'Je me trouvais devant la reprise. Isabelle était deuxième, Audrey était troisième et derrière il y avait d'autres cavaliers. Comme le poney d'Isabelle n'avancait pas, Audrey lui a mis une légère tape sur la croupe. Mais le poney... a envoyé le pied. Audrey se l'est reçu au niveau de la bouche.'

Toutefois, cette attestation unique émanant d'une cavalière qui était en tête de reprise, et alors que les faits se sont déroulés derrière elle, et alors qu'elle était occupée à réaliser l'exercice qui était demandé par la monitrice, ne saurait suffire à établir que Mme Sere P. aurait effectivement commis une faute en administrant une tape sur la croupe du poney King, geste qui aurait été à l'origine de la ruade.

En effet dans une attestation établie le 25 janvier 2011, Mme Isabelle A. écrit : 'nous faisons le tour du manège en tenant les poneys par les rennes, je me trouvais juste devant Audrey, c'est pourquoi je précise n'avoir rien vu, ni entendu. Lorsque je me suis retournée Audrey avait déjà été frappée par le poney.' Cette attestation de la jeune fille qui montait le poney King confirme qu'il était difficile pour les deux premières cavalières de la reprise, de voir ce qui se passait juste derrière elles, et elle ne vient pas corroborer le fait que le poney King qui lui avait été confié, n'aurait pas avancé au même rythme que les autres.

En conséquence, aucune faute n'étant caractérisée par la Régie équestre du Deven, il convient de dire que le droit à indemnisation de Mme Sere P. est entier.

Sur le préjudice corporel

L'expert, le docteur B.-R., indique que Mme Sere P. a présenté une luxation complète des dents n° 11, 12, 22 et 32, une luxation des dents n° 21, 31, 41 et 42, une fracture comminutive des procès alvéolaires supérieure, et incisifs inférieurs, et une plaie complexe transfixiante de la lèvre inférieure de 6cm, et qu'au jour de l'examen le traitement dentaire a pu être achevé et des facettes sont encore à prévoir sur les canines supérieures, en relation avec le traumatisme.

Il conclut à :

- des dépenses de santé de kinésithérapie, et la totalité des traitements dentaires des docteurs G.-C. et G., en excluant les soins prodigués par le docteur N., et par le docteur L., venus corriger un déséquilibre facial antérieur à l'accident,

- un déficit fonctionnel temporaire total du 29 septembre 2005 au 3 octobre 2005,

- un déficit fonctionnel temporaire partiel au taux de :

' 50% du 4 octobre 2005 au 1er novembre 2005,

' 25% du 2 novembre 2005 au 12 décembre 2005,

' 10% du 13 décembre 2005 au 31 décembre 2007,

' 5% du 1er janvier 2008 à la consolidation,

- une consolidation au 31 janvier 2012

- des souffrances endurées de 3/7

- un préjudice esthétique temporaire de 2/7

- dépenses de santé futures : mise en place de facettes sur les canines et leur renouvellement tous les 10 ans, le renouvellement des implants dont la durée de vie est estimée à 15-20 ans,

- un déficit fonctionnel permanent de 2%

- un préjudice esthétique permanent de 1/7.

- un préjudice d'agrément : inexistant, la victime ayant renoncé elle-même à la pratique de l'équitation.

Son rapport constitue une base valable d'évaluation du préjudice corporel subi à déterminer au vu des diverses pièces justificatives produites, de l'âge de la victime, née le 28 novembre 1990, de sa scolarité en collège en classe de 3ème au moment des faits, de la date de consolidation, afin d'assurer sa réparation intégrale et en tenant compte, conformément aux articles 29 et 31 de la loi du 5 juillet 1985, de ce que le recours subrogatoire des tiers payeurs s'exerce poste par poste sur les seules indemnités qui réparent des préjudices qu'ils ont pris en charge, à l'exclusion de ceux à caractère personnel sauf s'ils ont effectivement et préalablement versé à la victime une prestation indemnisant de manière incontestable un tel chef de dommage.

L'évaluation du dommage doit être faite au moment où la cour statue, et le barème de capitalisation utilisé sera celui publié à la Gazette du palais du 27 et 28 mars 2013, taux d'intérêt 1,2%, qui apparaît le plus approprié, eu égard aux données démographiques et économiques actuelles.

Préjudices patrimoniaux

temporaires (avant consolidation)

- Dépenses de santé actuelles 18.130,07euro

Ce poste est constitué des frais médicaux et pharmaceutiques, frais de transport, massages, appareillage pris en charge par la Cpm des Bouches du Rhone soit 4.571,42euro, correspondant à des dépenses de santé actuelles pour des prestations intervenues du 29 septembre 2005 au 15 octobre 2009, et par la MIP la somme de 4.245,96euro pour des prestations intervenues du 4 novembre 2005 au 16 décembre 2011.

Mme Sere P. justifie (pièce 21) du règlement auprès du docteur G.-C. d'une somme de 3.370euro, correspondant à des soins prodigués du 13 décembre 2005 au 7 mai 2008, sur laquelle, une prise en charge de 965,35euro par la Cpm est intervenue, comme en atteste le relevé de créance produit par la MIP le 8 septembre 2015, et daté du 7 août 2014. Sur cette dépense, la MIP a pris en charge une somme de 1.669,65euro. Au total les tiers payeurs ont remboursé à la victime la somme de 2.635euro. C'est donc une somme de 735euro (3.370euro - 2635euro) qui est restée à la charge de la victime au titre des soins d'orthodontie.

Le 11 mars 2013 le docteur G. a établi une note d'honoraires récapitulative (pièce 24) sur l'ensemble des soins implantaires qu'il a prodigués du 19 février 2011 au 15 décembre 2012. La note d'honoraires (pièce 22) du 25 février 2011 ne peut être cumulée avec la première puisqu'elle reprend le coût des soins prodigués le 19 février 2011. Au titre de ce poste de préjudice, seuls les soins que Mme Sere P. a reçus avant consolidation, donc avant le 31 janvier 2012 sont indemnisables, soit au vu de la pièce n° 24, la somme de 9.921,46euro (11.090,18euro - les soins des 15 décembre 2012 pour 28,92euro, 5 avril 2012 pour 28,92euro, 650euro, 380,88euro et 24 mars 2012 80euro). Sur cette somme, la MIP a remboursé à son assurée celle de 1.343,77euro, tandis que la Cpm n'a rien pris en charge. C'est donc une somme de 8.577,69euro (9.921,46euro - 1.343,77euro) qui est restée à la charge de Mme Sere P..

Au total il est dû à Mme Sere P., sur ce poste au titre des dépenses de santé actuelles restées à sa charge la somme de 9.312,69euro (735euro + 8.577,69euro)

Ce poste est chiffré en totalité à la somme de 18.130,07euro (4.571,42euro + 4.245,96euro + 9.312,69euro)

Préjudices patrimoniaux

permanents (après consolidation)

- Dépenses de santé futures 21.977,72euro

Ce poste vise les frais hospitaliers, médicaux, paramédicaux, pharmaceutiques et assimilés, même occasionnels mais médicalement prévisibles, rendus nécessaires par l'état pathologique de la victime après la consolidation et incluent les frais liés soit à l'installation de prothèses soit à la pose d'appareillages spécifiques nécessaires afin de suppléer le handicap physiologique.

Il est constitué des frais futurs prévus par l'organisme social et des frais restés à la charge personnelle de la victime.

Les soins prodigués sur cette période

Ils se sont élevés à 1.168,72euro (15 décembre 2012 pour 28,92euro, 5 avril 2012 pour 28,92euro, 650euro, 380,88euro et 24 mars 2012 pour 80euro). Selon le décompte produit par la MIP pour des prestations servies jusqu'au 5 avril 2012, la Cpm a pris en charge la somme de 84,08euro (58,05euro + 26,03euro) et la MIP celle de 241,54euro (238,65euro + 2,89euro). La prestation du 15 décembre 2012 de 28,92euro correspond à un détartrage qui est pris en charge par les tiers payeurs dans les mêmes proportions que celui réalisé le 5 avril 2012 pour le même montant, soit une pris en charge de 26.03euro par la Cpm et de 2,89euro par la MIP. Les débours de la Cpm sur cette période sont donc de 110,11euro (84,08euro + 26,03euro) et pour la MIP de 244,43euro (241,54euro + 2,89euro).

C'est donc une somme de 814,18euro (1.168,72euro - 110,11euro - 244,43euro) qui est restée à la charge de la victime au titre des dépenses de santé futures.

Le coût du renouvellement des implants tous les 15 ans

Mme Sere P. expose que le coût des cinq implants qui, à la lecture de la facture d'honoraires du docteur Jean-François G. ont été posés en février 2011, s'est élevé à la somme de 10.882euro, sur laquelle la mutuelle a pris en charge la somme de 761euro par implant, soit une somme de 7.077euro, restée à sa charge. Ce montant n'est pas discuté par le tiers responsable.

Pour l'avenir, le renouvellement de ces implants est à évaluer selon l'euro de rente viagère, à l'âge de la victime à la date de ce renouvellement, soit avec un renouvellement tous les 15 ans à compter du mois de février 2011, une somme de 471,80euro par an, (7.077euro/15) et un indice viager de 36,685 pour une femme âgée de 35 ans en février 2026, et donc une indemnité de 17.308euro (471,80euro x 36,685).

Le coût de la mise en place de facette sur les canines

Mme Sere P. indique que le coût de cette mise en place s'est élevé à la somme de 1.400euro, conformément au devis établi le 11 mars 2013 par le docteur Jean-François G. qu'elle produit, sur laquelle la mutuelle a pris en charge la somme de 650euro, soit une dépense restant à sa charge de 750euro. Ce montant n'est pas discuté par le tiers responsable. En avril 2013, date à laquelle l'expert médical a procédé à l'examen de la victime, ces soins n'avaient pas encore été prodigués et Mme Sere P. ne produit pas le montant de la prise en charge par la MIP, ce qui aurait pu renseigner sur la date à laquelle ils l'ont été. C'est donc à la date à laquelle la cour statue qu'il convient de se situer en accordant à Mme Sere P. une indemnisation de 750euro, pour les travaux de facettes réalisés.

Le coût du renouvellement tous les dix ans des facettes.

Pour l'avenir, le renouvellement des facettes, est à évaluer selon l'euro de rente viagère, à l'âge de la victime, à la date de ce renouvellement soit avec un renouvellement tous les 10 ans à compter du mois de juillet 2016, une somme de 75euro par an, (750euro/10) et un indice viager de 36,685 pour une femme âgée de 35 ans en juillet 2026, et donc une indemnité de 2.751euro (75euro x 36,685).

Ce poste de dépenses de santé futures s'élève donc en totalité à la somme de 21.977,72euro (1.168,72euro + 17.308euro + 750euro + 2.751euro) dont 110,11euro représentent les débours de la Cpm et 244,43euro la créance de la MIP, soit une somme de 21.623,18euro revenant à la victime.

Préjudices extra-patrimoniaux

temporaires (avant consolidation)

- Déficit fonctionnel temporaire 782,50euro

Ce poste inclut la perte de la qualité de la vie et des joies usuelles de l'existence et le préjudice d'agrément et le préjudice sexuel pendant l'incapacité temporaire.

L'indemnité de 782,50euro, sollicitée par Mme Sere P., assure la réparation intégrale de ce chef de dommage, eu égard à la nature et à la gêne des troubles subis et de leur durée.

- Souffrances endurées 5.000euro

Ce poste prend en considération les souffrances physiques et psychiques et les troubles associés supportés par la victime en raison du traumatisme initial, des traitements de contention prolongée, des difficultés d'alimentation immédiates et au long cours, de l'angoisse de perdre des dents considérées comme fragiles ; évalué à 3 /7 par l'expert, il justifie l'octroi d'une indemnité de 5.000euro.

- préjudice esthétique temporaire 3.500euro

Ce poste englobe les troubles de l'image de soi, liées aux luxations de plusieurs dents, aux contentions prolongées, et aux cicatrices ; évalué à 2/7 par l'expert il convient de l'évaluer à la somme de 3.500euro.

permanents (après consolidation)

- Déficit fonctionnel permanent 3.000euro

Ce poste de dommage vise à indemniser la réduction définitive du potentiel physique, psychosensoriel ou intellectuel résultant de l'atteinte anatomo-physiologique à laquelle s'ajoutent les phénomènes douloureux et les répercussions psychologiques et notamment le préjudice moral et les troubles dans les conditions d'existence.

Il est caractérisé par une hypoesthésie labiale séquellaire ainsi que par des dysesthésies, ce qui conduit à un taux de 2% justifiant une indemnité de 3.000euro, comme sollicité par la victime, pour une jeune femme âgée de 21 ans à la consolidation.

- Préjudice esthétique 1500 euro

Ce poste de dommage cherche à réparer les atteintes physiques et plus généralement les éléments de nature à altérer l'apparence physique

Qualifié de 2 /7 au titre des cicatrices labiales inférieures de bonne qualité et peu visibles, ainsi que des implants incisifs, il doit être indemnisé à hauteur de 1500euro.

- Préjudice d'agrément 1.000euro

Ce poste de dommage vise exclusivement l'impossibilité ou la difficulté pour la victime à poursuivre la pratique d'une activité spécifique sportive ou de loisir.

Mme Sere P. expose qu'en raison du traumatisme lié à l'accident équestre elle ne peut plus pratiquer ce sport, dont il est acquis qu'elle a été adepte dans le cadre d'activité scolaire et pendant plus d'une année avant l'accident, ce qui justifie l'octroi d'une indemnité de 1.000euro.

Le préjudice corporel global subi par Mme Sere P. s'établit ainsi à la somme de 54.890,29euro soit, après imputation des débours de la Cpam (4.681,53euro) et de la MIP (4.490,39euro) une somme de 45.718,37euro lui revenant qui, en application de l'article 1153-1 du code civil, porte intérêts au taux légal à compter du prononcé du jugement, soit le 29 janvier 2015.

Sur les demandes annexes

Les dispositions du jugement relatives aux dépens et aux frais irrépétibles alloués à la victime doivent être confirmées.

La Régie équestre du Deven et la société Generali qui succombent partiellement dans leurs prétentions et qui sont tenues à indemnisation supporteront la charge des entiers dépens d'appel. Aucune considération d'équité ne justifie de faire droit à leur demande en paiement de somme au titre de l'article 700 du code de procédure civile pour les frais exposés en appel.

L'équité commande d'allouer à Mme Sere P. une indemnité de 1.500euro au titre des frais irrépétibles exposés devant la cour.

Par ces motifs

La Cour,

- Confirme le jugement,

hormis sur le montant de l'indemnisation de la victime et les sommes lui revenant,

Statuant à nouveau sur les points infirmés et y ajoutant,

- Fixe le préjudice corporel global de Mme Sere P. à la somme de 54.890,29euro ;

- Dit que l'indemnité revenant à cette victime s'établit à 45.718,37euro ;

- Condamne in solidum la Régie équestre du Deven et la société Generali à payer à Mme Sere P. les sommes de :

* 45.718,37euro, sauf à déduire les provisions versées, avec intérêts au taux légal à compter du prononcé du jugement, soit le 29 janvier 2015 ;

* 1.500euro sur le fondement de l'article 700 du code de procédure civile ;

- Déboute la Régie équestre du Deven et la société Generali de leur demande au titre de leurs propres frais irrépétibles exposés en appel ;

- Condamne in solidum la Régie équestre du Deven et la société Generali aux entiers dépens d'appel.

Le greffier Le président

Décision Antérieure

▪▪ Tribunal de grande instance Aix-en-Provence du 29 janvier 2015 n° 12/05164